

Séminaire international «Archives et Droits de l'Homme»

Conclusions

Le Séminaire international «Archives et Droits de l'Homme», qui s'est tenu du 14 au 16 novembre 2011 à Malaga (Espagne) a non seulement réuni des professionnels issus de domaines aussi variés que le droit, la justice, les ONG, des responsables de diverses administrations publiques, de l'archéologie, de l'histoire, des représentants d'associations de victimes et, bien sûr, des archives, mais également les citoyens eux-mêmes, et pas des administrés, ainsi que l'exprimé dans sa communication Angel Sánchez Blanco.

Pendant trois jours, les communications ont fait état d'expériences, ont montré des méthodes de travail tant de chercheurs que d'archivistes, ont présenté des vidéos et des photos. A partir de tout ce qui a été vu et entendu, il est possible de tirer des conclusions qui ont été présentées lors de la clôture du séminaire par le directeur général des Archives du Gouvernement d'Andalousie.

1. L'importance d'une position active de la part de toutes les disciplines professionnelles qui peuvent agir sur une défense adéquate des droits de l'homme et appuyer la volonté de savoir des citoyens, et en particulier les archivistes : ceux-ci en effet, avec une méthodologie et des règles claires, font progresser l'engagement démocratique, de sorte que cet engagement exprime le pari personnel que le service public joue un rôle essentiel dans une société démocratique qui exige la transparence des actes dans la sphère publique.
2. La reconnaissance du rôle et de la valeur du document de propriété publique pour la protection et la défense des droits de l'Homme, pour la compréhension de la démocratie comme l'affaire de tous, et de la place qu'y tiennent les archives de la propriété publique – sans oublier les archives de la propriété privée- non seulement en tant que gardiennes de la mémoire, mais en tant qu'unités de conservation des témoignages et des preuves garantissant les droits et libertés de la société à tout moment.
3. La nécessité d'établir des politiques efficaces et engagées permettant une bonne gestion des archives de tout type, de sorte que les utilisateurs potentiels puissent avoir accès aux documents et aux informations qu'elles contiennent sans autres restrictions que celles imposées par la loi.
4. La proposition d'établir un groupe de travail sur les archives judiciaires au sein du Conseil international des archives.

En fin de compte, ces débats ont été au cœur de ces journées, mais le plus sûr est de continuer à parler de ces questions, de politiques, de politiques de gestion des archives et de l'archivage comme éléments fondamentaux des structures d'une société pour qu'elle puisse prétendre être garante des droits de l'Homme et des libertés publiques.